

## Les Cahiers de droit



P.S.R.F. MATHIJSEN, *A Guide to European Community Law*, 5<sup>e</sup> éd., Londres, Sweet & Maxwell, 1990, 320 p. (Distribué au Canada par the CARSWELL Company Ltd., Agincourt, Ont. ISBN 0-421-42810-4.)

Jean-Yves Grenon

Volume 33, numéro 1, 1992

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/043133ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/043133ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Faculté de droit de l'Université Laval

ISSN

0007-974X (imprimé)

1918-8218 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Grenon, J.-Y. (1992). Compte rendu de [P.S.R.F. MATHIJSEN, *A Guide to European Community Law*, 5<sup>e</sup> éd., Londres, Sweet & Maxwell, 1990, 320 p. (Distribué au Canada par the CARSWELL Company Ltd., Agincourt, Ont. ISBN 0-421-42810-4.)]. *Les Cahiers de droit*, 33(1), 297–297.  
<https://doi.org/10.7202/043133ar>

Tous droits réservés © Faculté de droit de l'Université Laval, 1992

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

## Chronique bibliographique

---

P.S.R.F. MATHJUSEN, *A Guide to European Community Law*, 5<sup>e</sup> éd., Londres, Sweet & Maxwell, 1990, 320 p. (Distribué au Canada par the CARSWELL Company Ltd., Agincourt, Ont. ISBN 0-421-42810-4.)

La mise en place du Grand Marché intérieur sans frontières entre les 12 pays européens, à la fin de 1992, suscite en Amérique et ailleurs un intérêt accru pour la Communauté économique européenne (CEE) et l'ensemble du droit sur lequel elle est fondée. Puisque c'est un « *nouvel ordre juridique* » complexe, distinct du droit international public et qui se situe au-dessus des droits nationaux, rien de plus utile pour l'aborder qu'une présentation synthétique de qualité. Personne n'était mieux placé pour réussir un ouvrage d'initiation à ce sujet qu'un ancien directeur général de la Commission des communautés européennes (CCE), le professeur P.S.R.F. Mathijssen de l'Université libre de Bruxelles.

Son « guide », relativement peu volumineux (320 pages) et facile à comprendre même pour le non-juriste, a l'avantage de présenter la matière dans sa globalité pluridisciplinaire (juridique, économique et politique) à l'image de ce qui est vite devenu une nouvelle puissance publique, à caractère largement supranational. Ce petit ouvrage est parfaitement adapté à un public varié puisqu'il vise aussi bien les avocats, les magistrats, les professeurs, les étudiants que les économistes, les politiciens et, en particulier, les gens d'affaires.

Le texte expose le système institutionnel et le processus décisionnel des trois communautés — Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), Communauté

économique européenne (CEE) et Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEa) — ainsi que le droit qui en découle et ses caractères, tout en faisant une large place aux réalisations des politiques déjà communautarisées ou en voie de l'être. En outre, l'ouvrage fait le point, jusqu'en septembre 1990, sur l'avancement des mesures prises depuis l'impulsion donnée par l'*Acte unique européen* (1987). La cinquième édition a pu intégrer également des paragraphes sur la réunification allemande, les nouvelles relations avec les pays de l'Est, le pouvoir accru (bien qu'il soit encore limité) du Parlement européen, les fusions d'entreprises, une liste récente des directions générales de la CCE, les projets d'union politique, économique et monétaire, etc.

Précédé d'une table des matières simple et claire (où le chapitre sur les caractères du droit communautaire aurait peut-être gagné à suivre immédiatement le chapitre 4 sur les actes communautaires), l'ouvrage contient de nombreuses références bibliographiques et jurisprudentielles, la liste des dispositions constitutionnelles et législatives pertinentes et se termine par un double index alphabétique très détaillé. À partir de ce « guide », le chercheur ne devrait éprouver aucune difficulté à trouver les bonnes pistes à suivre pour approfondir chaque aspect d'une matière pourtant fort complexe.

À quand une version française ? Nombreux sont les nouveaux lecteurs qui en tireraient sans doute profit.

JEAN-YVES GRENON  
*Université Laval*